

Mais vont-il écouter ?

Partage international n° 43 - Mars 1992

Dans le monde, une personne sur sept vit dans un pays dont l'économie est, dans l'ensemble, basée sur des principes capitalistes. Mais cette personne utilise à elle seule plus d'énergie que les six autres réunies, et d'autre part elle vit généralement beaucoup mieux. Tout ceci prouve que nous avons raison, clament les défenseurs du capitalisme, qui tentent de persuader les autres de leur emboîter le pas. Leur argument de base est que tout le monde tirera profit de la croissance économique résultant du libre fonctionnement des forces du marché.

Nous avons déjà tenté de démontrer qu'il s'agit d'un faux argument. Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, l'accroissement du nombre des pauvres et des sous-alimentés fournit une preuve manifeste des limites de la théorie capitaliste des forces du marché. Les marchés libres répondent au pouvoir d'achat et non aux personnes sans argent. Besoins, justice et prévoyance sociale pour les pauvres, sont des concepts et des termes qui n'existent pas dans le vocabulaire de l'économie de libre concurrence.

En dehors de ces considérations, la croissance économique est-elle vraiment ce dont nous voulons ? Notre but doit-il être que chacun sur cette planète puisse consommer autant d'énergie que l'Américain ou l'Européen moyen ? Les signaux d'alarme résonnent déjà, nous avertissant que la destruction sévit sur tous les fronts de notre environnement. L'eau, la forêt, l'air, la terre, les animaux et l'homme, bref, tout ce qui vit, subit de plus en plus la pollution ou la destruction.

En résumé, le cœur du problème qui se pose à nous, est d'une part de trouver le moyen de combattre l'injustice, la pauvreté et la souffrance qui règnent partout, et d'autre part, d'éviter une pollution totale. Il s'agira là de la préoccupation majeure du Sommet des Nations Unies qui se tiendra en juin, à Rio de Janeiro. Le Brésil attend non seulement des centaines de responsables politiques et des milliers de personnalités officielles, mais également des dizaines de milliers de citoyens « ordinaires ». Il apparaît que le *Sommet Mondial*, comme on appelle cette réunion, sera le plus important de ce genre à

avoir jamais existé. Jamais auparavant dans notre histoire, autant de représentants d'organisations non gouvernementales ne se sont réunis pour faire pression sur les décideurs politiques, pour informer, pour faire connaître leurs aspirations et leurs idées, et pour faire entendre leurs exigences. Rio sera remplie d'associations sociales et religieuses, d'organisations féminines, de syndicats, de groupements écologiques, de représentants d'enfants, d'adolescents et d'étudiants, de scientifiques, de juristes et d'économistes, d'industriels, et de représentants de minorités ethniques.

De nombreux observateurs seront autorisés à assister aux réunions officielles du Sommet Mondial, tandis que des centaines de personnes feront connaître leurs idées, leurs propositions et leurs idéaux lors de sessions spéciales appelées le *Forum Planétaire 92*.

Il s'agit là d'un événement particulièrement positif. L'état de notre planète donne manifestement à penser que nos politiciens ont besoin de conseils, ce qu'a démontré la confusion régnant lors des discussions préparatoires : le Nord et le Sud (que l'on peut globalement traduire par les Riches et les Pauvres) présentent des avis divergents sur de nombreux points fondamentaux. Les pays en voie de développement sont d'avis qu'ils devraient recevoir une aide financière afin de pouvoir prendre des mesures destinées à protéger l'environnement. De plus, ils affirment que les pays riches (responsables des trois quarts des émissions mondiales de dioxyde de carbone) devraient prendre les devants en promulguant des lois visant à séduire la production des gaz responsables de l'effet de serre. Ils exigent également le libre accès aux technologies non polluantes. Les pays en voie de développement affirment qu'ils n'ont tout simplement pas les moyens de supporter seuls le poids des problèmes écologiques, alors qu'ils doivent simultanément trouver le moyen d'améliorer les conditions de vie intolérables de leur population et de rembourser des dettes énormes. Aucune personne sensée ne peut nier cela. Il est non moins évident que ces pays sont souvent équipés d'une machine militaire démesurée, argument dont il faudra également largement tenir compte.

On peut parier sans grand risque que la majorité des participants au *Forum Planétaire 92* partagera

largement les vues du tiers monde. Des concepts tels que égalité, participation, partage et justice sont tout à la fois le point de départ et le but de la plupart d'entre eux, tandis qu'ils considèrent la croissance économique comme un mal nécessaire, si tant est qu'elle soit vraiment indispensable. Cette opinion n'est pas celle d'idéalistes bien intentionnés mais ignorants. La plupart des mouvements de base, groupes écologiques et organisations sociales, ont une connaissance très poussée de leur secteur d'intervention — connaissance non seulement théorique, mais également pratique, ce qui leur fournit un avantage sur la plupart des politiciens.

Mais ces derniers auront au préalable reçu des suggestions concrètes et pratiques de la part des experts. Des discussions semblables se déroulent ailleurs dans le monde, et aboutissent à des résolutions. En novembre dernier, des dizaines d'experts internationaux se sont rencontrés au Palais de la Paix, à La Haye, sur l'invitation conjointe de Maurice Strong, le secrétaire général canadien de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (nom officiel du Sommet Mondial), et de Jan Pronk, le ministre néerlandais du Développement. Là aussi, il apparaît évident que, dans une large mesure, ces experts ont tendance à adhérer aux vues exprimées par l'ensemble du tiers monde. Une de leurs propositions consiste à prélever un dollar sur chaque baril de pétrole (159 litres) afin de créer un fonds d'investissement écologique dans les pays en voie de développement. Cela permettrait de réunir une somme considérable : plus de

50 milliards de dollars par an, dont environ 70 pour cent seraient versés par les pays les plus riches. Cela constituerait un exemple de partage extrêmement significatif, pratique et efficace. Une autre idée avancée lors de la Conférence du Palais de la Paix fut la proposition de reporter les coûts écologiques sur les sources de combustible épuisable, comme le pétrole. (Les différences actuelles montrent à quel point les prix sont élastiques : un automobiliste américain paie le carburant moitié moins qu'un européen et trois fois moins qu'un japonais)

Il est clair que nous pouvons nous attendre à d'autres propositions utiles lors du *Forum Planétaire 92*. Mais la question reste la suivante : les politiciens vont-ils écouter ? Seront-ils prêts à abandonner leurs habitudes et à envisager sérieusement les suggestions qui leur parviennent du monde entier ?

Peut-être cela les aiderait-il de suivre l'avis d'Alois Wagner, Evêque allemand qui a déclaré, lors d'une récente conférence sur le développement, en Bavière, que « tous ceux qui sont au pouvoir devraient avoir sur leur bureau la photo de quelqu'un mourant de faim. »

Lieu : Rio de Janeiro

Thématiques : [Société](#), [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Editorial](#) ()